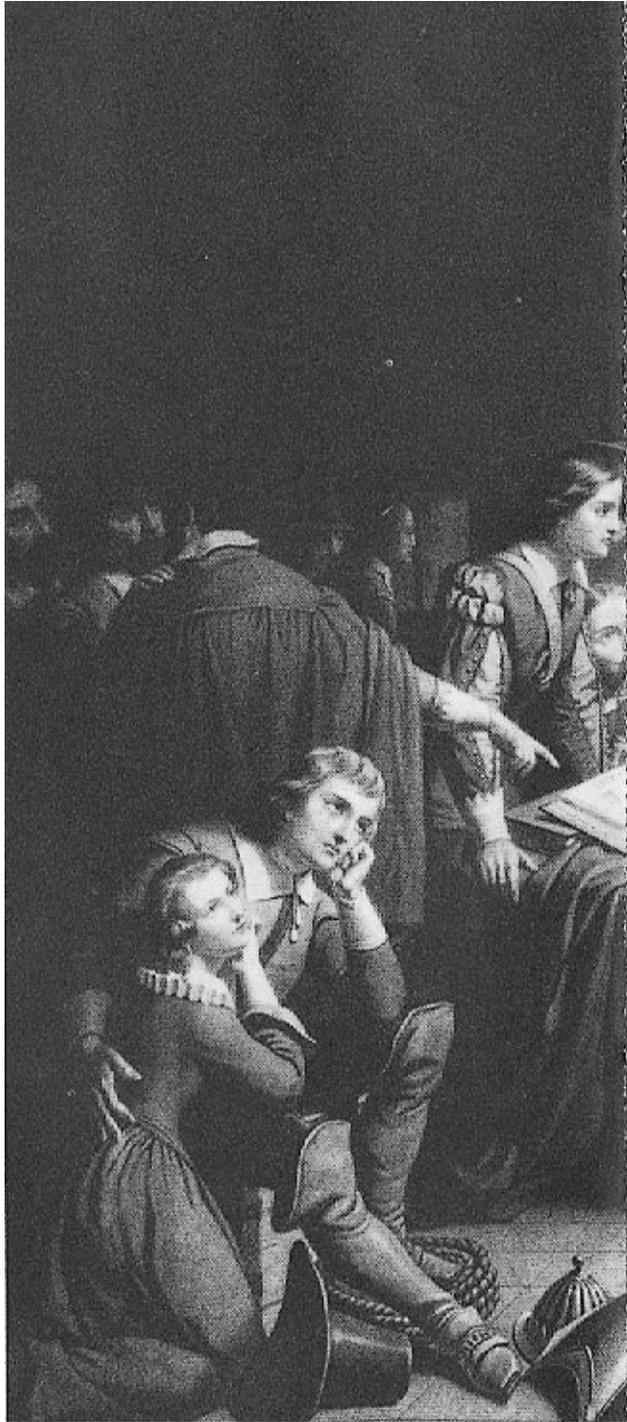
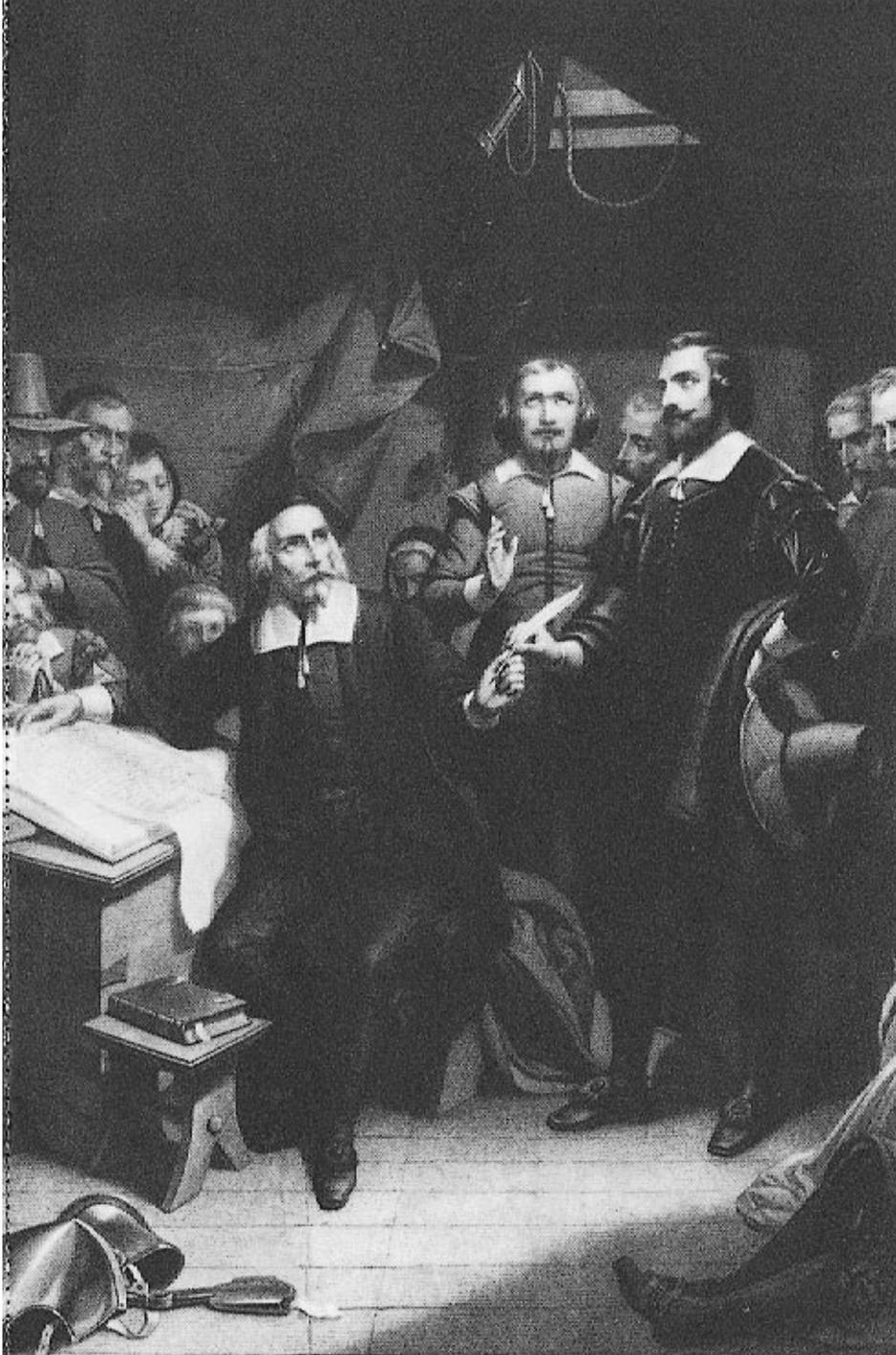

ESQUISSE DE
L'HISTOIRE DES ETATS-UNIS
CHAPITRE DEUX

II

**LA PERIODE
COLONIALE**



Signature du pacte du *Mayflower* par les Pères pèlerins à bord du navire, 1620.



«QU'EST-CE DONC QUE L'AMERICAIN, CET HOMME NOUVEAU ?»

Michel de Crèveœur, 1782

DES HOMMES NOUVEAUX

La majorité des colons venus en Amérique au XVII^e siècle étaient anglais, mais il y avait aussi des Hollandais, des Suédois et des Allemands au centre du pays, quelques Huguenots français en Caroline du Nord et ailleurs, des esclaves africains, principalement dans le Sud, et quelques Espagnols, Italiens et Portugais dispersés dans toutes les colonies.

Après 1680, l'Angleterre cessa de constituer la principale source d'immigration. Des milliers de réfugiés fuirent l'Europe pour échapper à la guerre. D'autres quittèrent leur patrie pour s'arracher de la pauvreté à laquelle les contraignaient des régimes politiques tyranniques et les propriétaires absentéistes.

En 1690, l'Amérique comptait 250 000 âmes. Par la suite, ce chiffre doubla tous les vingt-cinq ans ; en 1775, on recensait plus de deux millions et demi d'habitants.

Si une famille pouvait quitter le Massachusetts pour la Virginie ou la Caroline du Sud pour la Pennsylvanie sans difficulté d'adaptation, il existait néanmoins des différences marquées entre les colonies. Les contrastes étaient particulièrement saisissants entre les trois régions.

LA NOUVELLE- ANGLETERRE

Avec un sol rocailleux et une couche arable peu profonde, un relief tourmenté et des hivers longs, la Nouvelle-Angleterre était une contrée peu propice à l'agriculture. Se tournant vers d'autres activités, les colons mirent à profit

les ressources hydrauliques pour bâtir des moulins et des scieries. Les abondantes réserves de bois d'œuvre favorisèrent la construction navale. D'excellents ports encouragèrent le commerce, et la mer devint source de grandes richesses. Dans le Massachusetts, la pêche à la morue, à elle seule, constitua rapidement l'un des facteurs de prospérité du pays.

Ayant bâti villes et bourgades à proximité des ports, la majorité des colons de Nouvelle-Angleterre s'adonnèrent aux affaires et au commerce. Ceux qui exploitaient de petites fermes trouvaient dans les environs les bois et les pâturages communaux dont ils avaient besoin pour exercer leur activité. Le regroupement des habitations permit à chaque village d'avoir une école, une église et une mairie où les citoyens se réunissaient pour débattre de questions d'intérêt public.

La colonie de la baie du Massachusetts, de son côté, continuait à développer son commerce. Elle était prospère dès la première moitié du siècle et Boston comptait parmi les ports les plus importants d'Amérique.

Des forêts du Nord-Est venaient le bois de chêne pour la coque des navires, les hauts sapins pour les mâts et les espars, la poix pour le calfatage. Armateurs de vaisseaux qu'ils conduisaient vers tous les ports du monde, les capitaines de navires de la baie du Massachusetts jetèrent les bases d'un commerce dont l'importance allait croître régulièrement. Vers la fin de la période coloniale, le tiers des navires battant pavillon britannique sortaient des chantiers navals de Nouvelle-Angleterre. Le poisson, les fournitures maritimes et les articles en bois venaient grossir les exportations.

Les armateurs de Nouvelle-Angleterre découvrirent également que le négoce du rhum et des esclaves était rémunérateur. Le «commerce triangulaire» devint l'une des activités lucratives les plus hardies – quoique fort peu recommandable selon les valeurs ultérieures. Marchands et armateurs achetaient des esclaves au large des côtes africaines en échange de rhum, puis vendaient les esclaves aux Antilles où ils achetaient de la mélasse qu'ils rapportaient au pays pour la vendre aux producteurs de rhum.

**LES
COLONIES
DU CENTRE**

La société établie dans les colonies du Centre était bien plus variée, cosmopolite et tolérante que celle de la Nouvelle-Angleterre. A bien des égards, la Pennsylvanie et le Delaware devaient leur succès initial à William Penn.

Sous sa direction, la Pennsylvanie se développa sans incident et connut un essor rapide. En 1685, elle comptait près de 9 000 habitants. Centre nerveux de la colonie, Philadelphie devint bientôt célèbre pour ses larges rues ombragées, ses imposantes demeures de brique et de pierre, l'intense activité de ses quais. Vers la fin de la période coloniale, pratiquement un siècle plus tard, ses 30 000 habitants présentaient un vaste échantillonnage de langues, de croyances religieuses et de métiers. Leur esprit d'entreprise fit de la ville l'un des centres les plus prospères de l'Amérique coloniale.

Si les quakers dominaient à Philadelphie, d'autres groupes étaient largement représentés ailleurs en Pennsylvanie. Les Allemands devinrent les meilleurs fermiers de la colonie. Non moins importante était leur connaissance des métiers artisanaux tels que le tissage, la fabrication de chaussures et l'ébénisterie.

La Pennsylvanie était aussi la principale porte d'accès au Nouveau Monde pour les immigrants irlandais d'origine écossaise, qui arrivèrent dans la colonie vers le début du XVIII^e siècle. Ces «étrangers hardis et indigents», pour citer les termes employés par un fonctionnaire de Pennsylvanie, haïssaient les Anglais et se méfiaient de toute forme de gouvernement. Ils allèrent s'établir dans l'arrière-pays où ils défrichaient la terre et vivaient de la chasse et des produits de l'agriculture.

Si divers que fussent les habitants de la Pennsylvanie, c'est dans la région de New York que le caractère polyglotte de l'Amérique apparaissait le mieux. Dès 1646, Hollandais, Français, Danois, Norvégiens, Suédois, Anglais, Ecossais, Irlandais, Allemands, Polonais, Tchèques, Portugais et Italiens étaient établis le long de l'Hudson. Ils étaient les précurseurs des millions d'immigrants à venir.

Les Hollandais continuèrent à exercer une influence considérable sur la vie économique et sociale de la région longtemps après la conquête de la Nouvelle-Hollande par

les Anglais. Les toits à pignon pointus firent partie du paysage et les marchands donnèrent à Manhattan l'ambiance trépidante de ses places commerciales.

LES COLONIES DU SUD Contrastant avec la Nouvelle-Angleterre et les colonies du Centre, la Virginie, le Maryland, les Carolines et la Georgie, dans le Sud, étaient des régions rurales.

Dès la fin du ^{xvii}e siècle, la structure économique et sociale de la Virginie et du Maryland reposait sur les grandes plantations et les petites exploitations agricoles. Grâce au travail des esclaves, les planteurs des plaines côtières tenaient les rênes du pouvoir politique et possédaient les meilleures terres. Ils se faisaient construire d'imposantes demeures, vivaient en aristocrates et se tenaient informés des courants culturels d'outre-mer.

Pendant ce temps, les petits agriculteurs libres (*yeomen*), qui exploitaient de modestes terres, siégeaient dans des assemblées populaires et accédaient à des fonctions publiques. Leur franche indépendance rappelait sans cesse à l'oligarchie des planteurs de ne pas trop empiéter sur les droits des hommes libres.

Charleston, en Caroline du Sud, devint le principal port et la plus grande place commerciale du Sud. Les colons surent rapidement combiner l'agriculture et le commerce, et les activités liées au marché contribuèrent à la prospérité de la région. Les forêts étaient aussi une source de revenus : le bois de charpente, le goudron et la résine tirés du pin étaient des matières premières fort prisées par les chantiers navals dans le monde entier. Contrairement à la Virginie vouée à une culture unique, les Carolines produisaient et exportaient du riz et de l'indigo, matière bleue extraite de plantes indigènes qui servait à teindre les tissus. Vers 1750, la Caroline du Nord et la Caroline du Sud comptaient à elles deux plus de 100 000 habitants.

Dans le Sud, comme partout ailleurs dans les colonies, la croissance démographique de l'arrière-pays revêtait une grande importance. Les immigrants allemands et les Irlandais d'origine écossaise, peu enclins à vivre dans les

régions côtières où l'influence anglaise était forte, progressaient vers l'intérieur. Ceux qui n'avaient pu acquérir des terres fertiles sur le littoral, ou qui avaient épuisé les leurs, allaient s'établir dans les collines lointaines et généreuses de l'Ouest. Malgré les terribles épreuves qui les attendaient, les pionniers ne cessèrent d'affluer et, vers les années 1730, la vallée de la Shenandoah, en Virginie, se peupla très rapidement. Bientôt, l'intérieur du pays fut parsemé de fermes.

Etablies en bordure de la région habitée par les Indiens, les familles construisirent des cabanes, défrichèrent des terres et cultivèrent le maïs et le blé. Les hommes s'habillaient de cuir de daim ou de mouton ; les femmes portaient des vêtements de drap tissés à la maison. Ils se nourrissaient de venaison, de dinde sauvage et de poisson. Ils avaient leurs propres distractions : barbecues gigantesques, pendaïson de crémaillère pour les nouveaux mariés, épreuves de tir et concours de couture pour la confection de courtèpointes (*quilts*) qui, aujourd'hui encore, font partie de la tradition américaine.

**LA SOCIETE,
LES ECOLES
ET
LA CULTURE**

Un facteur se révéla déterminant pour empêcher l'apparition d'une classe sociale puissante ou aristocratique dans les colonies : tous les habitants avaient la possibilité de s'établir sur la frontière. Ainsi, les personnalités dominantes du littoral se virent à maintes reprises contraintes, sous la menace d'un exode massif, d'assouplir leur politique, les conditions requises pour l'acquisition de terres et la pratique de la foi religieuse. L'avancée dans les régions montagneuses fut d'une importance capitale pour l'avenir de l'Amérique.

Toutes aussi importantes furent les bases sur lesquelles s'édifièrent l'enseignement et la culture pendant la période coloniale. Harvard College fut fondé en 1636 à Cambridge, dans le Massachusetts. Vers la fin du siècle, le College of William and Mary ouvrait ses portes en Virginie. Quelques années plus tard, la Collegiate School of Connecticut – qui allait devenir Yale College par la suite – rece-

vait sa charte. Mais plus remarquable encore fut l'essor d'un système scolaire appuyé par les pouvoirs publics. L'importance qu'attachaient les puritains à la lecture des Ecritures joua un grand rôle dans l'alphabétisation.

En 1647, la colonie de la baie du Massachusetts adopta une loi en vertu de laquelle toute ville peuplée de plus de cinquante familles devait se doter d'un établissement d'enseignement préparant les élèves aux études supérieures. Peu de temps après, toutes les colonies de la Nouvelle-Angleterre, à l'exception du Rhode Island, en firent autant.

Les premiers immigrants avaient apporté avec eux leurs petites bibliothèques personnelles et continuaient à commander des livres à Londres. Dès 1680, les libraires de Boston faisaient d'excellentes affaires et vendaient en grand nombre les classiques de la littérature, des livres d'histoire, des ouvrages de politique, de philosophie, de science et de théologie ainsi que des romans. L'année 1639 vit apparaître à Harvard College la toute première imprimerie des colonies anglaises, la deuxième en Amérique du Nord.

La première école de Pennsylvanie s'ouvrit en 1683. On y enseignait la lecture, l'écriture et le calcul. Par la suite, chacune des communautés de quakers fournit à ses enfants un enseignement primaire. La Friends Public School, qui existe encore à Philadelphie sous le nom de William Penn Charter School, dispensait une formation plus poussée en langues anciennes (grec et latin), en histoire et en littérature. L'enseignement y était gratuit pour les pauvres, mais non pour les familles aisées.

A Philadelphie, de nombreuses écoles privées, sans appartenance religieuse, enseignaient les langues, les mathématiques et les sciences naturelles ; des cours du soir étaient ouverts aux adultes. Les femmes n'étaient pas oubliées, mais leur formation se limitait aux activités qu'elles pouvaient avoir chez elles. Des précepteurs apprenaient aux filles des riches habitants de la ville le français, la musique, la danse, la peinture, le chant, la grammaire et parfois même la tenue des livres de comptes.

Au XVIII^e siècle, la forte personnalité de deux hommes – James Logan et Benjamin Franklin – inspira pour une grande part le développement intellectuel et culturel de la

Pennsylvanie. Le premier était le secrétaire général de la colonie, et c'est dans sa belle bibliothèque que le jeune Franklin allait chercher les ouvrages scientifiques les plus récents. En 1745, James Logan fit construire un édifice pour y abriter sa collection et légua le tout à la ville.

Benjamin Franklin contribua encore davantage au développement intellectuel de la cité de Philadelphie. Il y fonda un club de débats qui fut l'embryon de l'American Philosophical Society. Ses efforts aboutirent aussi à la création d'un institut public qui devint, plus tard, l'université de Pennsylvanie. Il fut également l'un des promoteurs d'une bibliothèque de prêt qu'il qualifiait de «mère de toutes les bibliothèques de prêt de l'Amérique du Nord».

Dans les colonies du Sud, certains planteurs et riches marchands faisaient venir des précepteurs d'Irlande ou d'Ecosse pour instruire leurs enfants. D'autres envoyaient les leurs en Angleterre. Fortes de ces possibilités, les classes supérieures établies près de la côte accordaient peu d'intérêt à l'enseignement public. De plus, la dissémination des fermes et des plantations rendait difficile la création d'écoles locales. Grâce à un système de dotations, il y eut quelques établissements d'enseignement public et gratuit en Virginie : la Syms School fut fondée en 1647 et Eaton School vit le jour en 1659.

Le désir de s'instruire ne s'arrêtait pas à la limite des communautés bien établies. Dans les régions frontalières, les Irlandais d'origine écossaise, s'ils vivaient dans des cabanes primitives, n'en étaient pas moins de fervents partisans du savoir, et ils s'efforcèrent d'attirer dans leurs colonies des pasteurs cultivés.

La production littéraire se limitait en majeure partie à la Nouvelle-Angleterre, où l'on s'intéressait surtout aux sujets religieux – les presses à imprimer débitaient essentiellement des sermons. Le révérend Cotton Mather, célèbre pasteur puritain, écrivit quelque quatre cents ouvrages ; sa pièce maîtresse, *Magnalia Christi Americana*, décrit l'histoire fastueuse de la Nouvelle-Angleterre. Mais l'œuvre la plus populaire était un poème d'un autre pasteur, Michael Wigglesworth, *The Day of Doom*, qui évoque en termes terrifiants le jour du Jugement dernier.

En 1704, la ville de Cambridge, dans le Massachusetts, lança avec succès le premier journal. Dès 1745, vingt-deux quotidiens paraissaient régulièrement dans l'ensemble des colonies.

A New York, la liberté de la presse connut sa première épreuve importante lors du procès de Johann Peter Zenger, directeur du *New York Weekly Journal* fondé en 1733 et porte-parole de l'opposition. Au bout de deux ans, le gouverneur de la colonie, ne pouvant plus supporter la satire violente de Zenger, le fit incarcérer pour diffamation et sédition. Le journaliste n'en continua pas moins, de sa prison, à veiller sur la publication du journal pendant les neuf mois que dura son procès. L'événement souleva un vif intérêt dans les colonies. Andrew Hamilton, éminent avocat qui assura la défense du journaliste, articula sa plaidoirie autour de l'argument suivant : les commentaires acerbes publiés par Zenger étant véridiques, il ne pouvait y avoir diffamation. Le jury se prononça pour l'acquittement, et le prisonnier recouvra sa liberté.

Au cours des années 1730, des craintes se manifestèrent quant à la tentation diabolique qui guettait la société en l'entraînant à la poursuite de gains matériels, et la prospérité des villes de la côte est engendra un mouvement religieux, le *Great Awakening* (le Grand Réveil). Deux prédicateurs furent à l'origine de ce mouvement : George Whitefield, un méthodiste wesleyen de la tendance dite «revivaliste» qui était arrivé d'Angleterre en 1739, et Jonathan Edwards, qui avait fait ses débuts au sein de l'Eglise congrégationaliste à Northampton, dans le Massachusetts.

George Whitefield avait présidé à ce renouveau religieux à Philadelphie avant de se rendre en Nouvelle-Angleterre. Il pouvait captiver un auditoire de vingt mille personnes par son talent dramatique et ses discours chargés d'émotion. Des troubles religieux balayèrent toute la Nouvelle-Angleterre et les colonies du Centre, alors que les ministres du culte abandonnaient leurs Eglises pour prêcher le réveil.

Jonathan Edwards, sur qui George Whitefield exerça une grande influence, amena le mouvement à son apogée en 1741 avec un sermon intitulé «Des pécheurs entre les

mains d'un Dieu courroucé». Moins théâtral que son collègue, il prononçait ses homélies sur un ton tranquille, pensif. Il reprochait aux Eglises établies de chercher à priver le christianisme de son contenu émotionnel. Son œuvre maîtresse sur le libre arbitre, *Of Freedom of Will*, écrite en 1754, tentait de concilier le calvinisme et les «Lumières».

Le Grand Réveil donna naissance à des groupes évangéliques et à l'esprit de renouveau religieux qui continue de jouer un rôle important dans la vie spirituelle et intellectuelle en Amérique. L'importance du clergé établi en fut affaiblie et les croyants vinrent à s'appuyer sur leur propre conscience. Surtout, il donna naissance à une multitude de sectes et de courants, favorisant ainsi l'approbation générale du principe de la tolérance religieuse.

**LA NAISSANCE
D'UN GOU-
VERNEMENT
COLONIAL**

L'absence d'une volonté directrice de la part du gouvernement britannique caractérise les diverses étapes du développement des colonies. Celles-ci, à l'exception de la Georgie, ont été créées par des sociétés d'actionnaires ou par des personnes dont les titres de propriété émanaient de chartes octroyées par la Couronne. Pourtant, le fait que le roi ait transféré sa souveraineté directe sur les colonies du Nouveau Monde à des sociétés commerciales et à des propriétaires individuels ne signifiait pas nécessairement que les colons d'Amérique seraient exemptés de toute domination extérieure. Aux termes de la charte obtenue par la Compagnie de la Virginie, par exemple, cette dernière était investie de l'autorité gouvernementale. Néanmoins, le gouvernement britannique espérait que la Compagnie élirait domicile en Angleterre. Ainsi, les habitants de la Virginie n'auraient aucun mot à dire sur leur propre gouvernement, pas plus, en tout cas, que si le roi lui-même s'était réservé une autorité absolue.

Pour leur part, les colonies ne s'étaient jamais considérées comme des provinces vassales. Elles aspiraient au statut de *commonwealth*, c'est-à-dire d'Etats vaguement liés aux autorités de Londres, presque égaux à l'Angleterre elle-même. D'une manière ou d'une autre, l'idée que les

colonies étaient soumises à une domination exclusivement imposée de l'extérieur finit par s'évanouir. Les colons – héritiers des traditions issues de la longue lutte des Anglais pour leur liberté politique – avaient introduit cette notion de liberté dans les dispositions de la première charte de la Virginie. Celle-ci déclarait que les colons anglais jouissaient de tous les droits politiques, libertés et immunités «comme s'ils avaient vécu et étaient nés en ce Royaume d'Angleterre qui est le nôtre». Ils s'estimaient donc fondés à se réclamer de la Grande Charte et du droit coutumier (*common law*). En 1618, la Compagnie de la Virginie enjoignit au gouverneur qu'elle avait nommé de permettre aux habitants libres des plantations d'élire des représentants chargés de promulguer, conjointement avec le gouverneur et un conseil également désigné, toutes ordonnances destinées à assurer le bien-être de la colonie.

Ces mesures eurent les répercussions les plus importantes de toute la période coloniale. Il fut dès lors généralement admis que les colons avaient le droit de participer à leur propre gouvernement. Par la suite, le roi, chaque fois qu'il accordait des privilèges similaires, faisait généralement inscrire dans la charte que les citoyens libres de la colonie devaient avoir voix au chapitre quant à toute législation les concernant. Ainsi, les chartes octroyées à la famille Calvert dans le Maryland, à William Penn en Pennsylvanie, aux propriétaires établis dans les Carolines et le New Jersey spécifiaient que toute loi serait soumise au «consentement des citoyens libres».

Pour sa part, la Nouvelle-Angleterre bénéficia pendant de nombreuses années d'une autonomie plus complète que les autres colonies. En effet, à bord du *Mayflower*, les Pères pèlerins avaient rédigé un document qui servirait de fondement à leur futur gouvernement, le pacte du *Mayflower*, dont l'objectif était formulé en ces termes : «nous unir et former un corps politique civil pour régler au mieux notre existence et notre sécurité... et en vertu duquel décréter, constituer et élaborer telles lois, ordonnances, constitutions et fonctions équitables, applicables à tous sur un pied d'égalité... estimées le plus propres à assurer le bien général de la colonie...»

Bien que l'établissement par les Pères pèlerins d'un système de gouvernement autonome ne reposât sur aucun fondement légal, leur action ne fut pas contestée et, dans le cadre de cet accord, les colons de Plymouth purent gérer leurs propres affaires pendant de longues années sans intervention extérieure.

De même, quand la Compagnie de la baie du Massachusetts, qui avait reçu le droit de se gouverner, se transféra, corps, charte et biens en Amérique, l'autorité échut entièrement aux résidents de la colonie. Au début, les dix ou douze membres fondateurs de la Compagnie qui étaient venus s'installer en Amérique tentèrent d'imposer leur férule ; mais les autres colons ne tardèrent pas à exiger un droit de regard sur les affaires publiques, indiquant leur intention de s'établir ailleurs en cas de refus.

Face à cette menace, les membres de la Compagnie durent s'incliner et l'autorité fut confiée aux représentants élus de la colonie. Par la suite, d'autres colonies de Nouvelle-Angleterre – le Connecticut et le Rhode Island – réussirent à assurer leur autonomie après avoir déclaré qu'elles échappaient à toute autorité gouvernementale et instauré leur propre régime politique inspiré de celui des Pères pèlerins de Plymouth.

La disposition relative à un gouvernement autonome fut omise dans deux cas seulement : celui de New York, territoire octroyé au frère de Charles II, le duc d'York (futur Jacques II), et celui de la Georgie, confiée à la gestion d'un groupe d'administrateurs. L'exception fut cependant de courte durée, les colons ayant exigé d'être représentés au sein du pouvoir législatif avec une telle insistance que les autorités durent bientôt céder.

Par la suite, la plupart des colonies devinrent des colonies de la Couronne, mais au milieu du xvii^e siècle, les Anglais, accaparés par la guerre civile (1642-1649) et l'établissement de leur propre régime de protectorat et de *commonwealth* sous l'égide de Cromwell, ne se soucièrent guère de poursuivre une véritable politique coloniale. Après la restauration de Charles II et de la dynastie des Stuarts en 1660, l'Angleterre eut davantage l'occasion de s'intéresser à l'administration coloniale. Pourtant, une fois en-

core, elle se montra incapable de formuler une politique cohérente, et la majorité des colonies restèrent livrées à elles-mêmes.

L'éloignement géographique et l'obstacle d'un vaste océan rendaient également difficile toute tentative de domination sur les colonies. A cela s'ajoutait le caractère même de l'existence que l'Amérique imposait à ses nouveaux habitants. Venus de pays où l'espace était mesuré, parsemé de villes surpeuplées, les immigrants trouvaient des terres apparemment sans limites. Les conditions naturelles, sur le Nouveau Continent, favorisèrent donc un individualisme farouche dans la mesure où chacun pouvait prendre ses décisions en toute liberté. Les pouvoirs publics ne pénétrant dans l'arrière-pays que lentement, l'anarchie régnait le plus souvent sur la frontière.

Cependant, l'institution du mode de gouvernement autonome dans les colonies ne se fit pas sans opposition. Dans les années 1670, la commission royale des «Lords of Trade and Plantations» (lords chargés de veiller au commerce et aux plantations), constituée pour imposer aux colonies une politique mercantiliste, prit la décision d'annuler la charte de la baie du Massachusetts parce que la colonie refusait d'appliquer cette politique économique. Jacques II approuva en 1685 une proposition visant à transformer la Nouvelle-Angleterre en «dominion» et à placer sous son autorité l'ensemble des colonies jusqu'au New Jersey, ce qui renforçait le pouvoir de la Couronne sur toute la région. Sir Edmund Andros, gouverneur royal, prit des décrets pour faire rentrer des impôts, mit en vigueur plusieurs autres mesures sévères et fit jeter en prison tous ceux qui s'y opposaient.

Quand les habitants de Boston apprirent que Jacques II avait été déposé au cours de la révolution de 1688, la population se rebella et Edmund Andros fut mis en prison. Une nouvelle charte fut rédigée, aux termes de laquelle le Massachusetts et la colonie de Plymouth furent réunis en 1691 pour former la colonie royale de la baie du Massachusetts. Les autres colonies placées sous l'autorité de la Nouvelle-Angleterre s'empressèrent de remettre en vigueur leur régime politique antérieur.

La révolution de 1688 eut d'autres effets positifs sur les colonies. La Déclaration des Droits (*Bill of Rights*) et la loi sur la Tolérance (*Toleration Act*) adoptées par l'Angleterre en 1689 garantissaient la liberté religieuse pour les chrétiens de toute obédience et imposaient des limites à l'autorité exercée par la Couronne. Peu de temps après paraissait l'important essai de John Locke, *Second Treatise on Government* (1690) (*Deuxième Traité du gouvernement civil*), qui exposait une théorie de gouvernement fondée non pas sur le droit divin mais sur un contrat social, et selon laquelle tout individu, doté de droits naturels à la vie, à la liberté et à la propriété, avait le droit de se rebeller chaque fois que les gouvernements violaient ces droits.

La politique coloniale au début du XVIII^e siècle ressemblait à la politique anglaise du XVII^e. La révolution de 1688 avait confirmé la suprématie du Parlement, mais les gouverneurs coloniaux cherchaient à exercer outre-mer les pouvoirs que le roi avait perdus en Angleterre. Les assemblées coloniales, averties des événements survenus en Angleterre, s'efforcèrent d'affirmer leurs «droits» et «libertés». Dès le début du XVIII^e siècle, les assemblées coloniales détenaient deux pouvoirs importants, semblables à ceux qu'avait le Parlement anglais : le droit de voter les impôts et les dépenses et le droit de prendre l'initiative des lois.

Les assemblées législatives coloniales usaient de leurs droits pour limiter la puissance des gouverneurs royaux et prendre des mesures susceptibles d'élargir leur pouvoir et leur influence. Les affrontements répétés entre gouverneurs et assemblées eurent pour résultat de rendre les colons plus conscients des divergences qui existaient entre les intérêts de l'Amérique et ceux de l'Angleterre. Dans bien des cas, les autorités royales ne comprirent pas l'importance de l'action des assemblées coloniales et firent preuve de négligence. Toutefois, les mesures adoptées par ces assemblées créèrent des précédents qui contribuèrent à donner corps à la «constitution» des colonies.

C'est ainsi que les assemblées législatives coloniales établirent le droit des colonies à se gouverner elles-mêmes. Progressivement, l'administration coloniale passa de Londres aux capitales des provinces américaines.

**LA GUERRE
CONTRE LES
FRANCAIS ET
LES INDIENS**

En plusieurs occasions, au cours du XVIII^e siècle, la France et l'Angleterre se livrèrent à une série de guerres en Europe et dans les Caraïbes. Si les Anglais en tirèrent certains avantages – principalement en s'emparant de quelques îles des Antilles – les conflits réglaient rarement la situation d'une manière définitive, et la France conservait encore une position de force en Amérique du Nord au début de la guerre de Sept ans, en 1754.

A l'époque, la France avait noué des liens solides avec certaines tribus indiennes du Canada et des Grands Lacs ; elle s'était rendue maîtresse du Mississippi et, grâce aux forts et comptoirs de commerce qu'elle avait établis le long du fleuve, elle s'était taillé un vaste empire en forme de croissant qui s'étendait du Québec à La Nouvelle-Orléans. Les Anglais se trouvaient donc isolés sur une étroite bande de terre située à l'est des Appalaches. Les Français, non contents de menacer l'empire britannique, faisaient peser un danger sur les colons américains car, en verrouillant ainsi la vallée du Mississippi, la France pouvait leur interdire toute expansion vers l'ouest.

En 1754, un affrontement armé se produisit à Fort Duquesne, emplacement actuel de Pittsburgh, entre un détachement de soldats français de l'armée régulière et les milices de Virginie, commandées par un planteur et arpenteur virginien de 22 ans, George Washington.

A Londres, le ministère du Commerce tenta de régler le conflit en convoquant une assemblée réunissant les représentants des colonies de New York, de Pennsylvanie, du Maryland et de Nouvelle-Angleterre. Du 19 juin au 10 juillet, le congrès d'Albany (ville située dans l'Etat de New York) eut lieu avec les chefs iroquois en vue d'améliorer les relations avec les Indiens et de renforcer leur loyalisme vis-à-vis des Anglais.

Les délégués déclarèrent également que l'union des colonies américaines était «absolument indispensable à leur sauvegarde», et adoptèrent le «Projet d'union d'Albany». Rédigé par Benjamin Franklin, le projet prévoyait qu'un président désigné par le roi gouvernerait avec le concours d'un grand conseil formé de délégués choisis par les assemblées ; chaque colonie y serait représentée propor-

tionnellement à sa contribution au Trésor général. Ce gouvernement serait chargé de la défense, des relations avec les Indiens, du commerce et de l'installation des colons dans les territoires de l'Ouest ; il aurait également le pouvoir de lever des impôts. Mais aucune des colonies n'accepta le plan de Franklin, car nulle ne souhaitait déléguer à une autorité centrale ses pouvoirs fiscaux ni son droit de regard sur le développement des territoires de l'Ouest.

Grâce à sa position stratégique supérieure et à la compétence de ses chefs militaires, l'Angleterre triompha de la France au bout de sept ans de guerre, dont une petite partie seulement se déroula en Amérique.

Par le traité de Paris, signé en 1763, la France cédait à la Couronne anglaise le Canada, les Grands Lacs et la partie supérieure de la vallée du Mississippi. Le rêve français d'un empire en Amérique du Nord s'était définitivement évanoui.

Après avoir triomphé de la France, l'Angleterre dut faire face à un problème qu'elle avait jusqu'alors négligé, la gestion de son empire. Il lui fallait organiser ses possessions, désormais immenses, pour mieux en assurer la défense, concilier les intérêts divergents de populations et de régions différentes, et répartir de façon plus égalitaire le fardeau financier de son administration impériale.

En Amérique du Nord seulement, les territoires britanniques avaient plus que doublé. A l'étroite bande de la côte atlantique s'étaient ajoutées les vastes étendues du Canada, ainsi que toute la région située entre le Mississippi et les monts Allegheny – ce qui représentait déjà tout un empire. La population, où naguère les protestants et les Anglais étaient en majorité, comptait à présent les catholiques francophones du Québec et un grand nombre d'Indiens en partie christianisés. La défense et l'administration des nouveaux territoires comme des possessions anciennes allaient exiger d'énormes sommes d'argent et un personnel plus nombreux. De toute évidence, l'ancien système colonial était désormais périmé.

LES SORCIERES DE SALEM

En 1692, dans la ville de Salem, au Massachusetts, des adolescentes furent prises d'étranges crises nerveuses après avoir entendu des histoires racontées par une esclave antillaise. Interrogées, elles accusèrent plusieurs femmes d'être des sorcières et de les tourmenter. Les habitants furent plus épouvantés que surpris : la croyance dans la sorcellerie était très largement répandue en Amérique et en Europe au XVII^e siècle.

Ce qui se produisit ensuite constitue un phénomène isolé dans l'histoire américaine, mais ouvre des perspectives bien réelles sur le monde psychologique et social des puritains, en Nouvelle-Angleterre. En effet, les autorités réunirent un tribunal pour entendre ces accusations de sorcellerie et condamnèrent bien vite, puis exécutèrent une aubergiste, Bridget Bishop. Un mois plus tard, cinq autres femmes étaient également condamnées et pendues.

Pourtant, l'hystérie ne cessa de croître, en grande partie parce que le tribunal autorisait les témoins à venir affirmer qu'ils avaient vu les accusées au cours de visions ou sous la forme d'esprits. Par sa nature même, cette «preuve spectrale» était particulièrement dangereuse, car elle ne pouvait être ni vérifiée ni soumise à aucun examen objectif. A la fin de l'année, plus de vingt victimes, y compris plusieurs hommes, avaient été exécutées, et plus de cent autres étaient en prison – parmi lesquelles des notables de la ville. L'hystérie menaçant de se propager au-dehors de Salem, les pasteurs les plus respectés de toute la colonie demandèrent qu'il fût mis un terme aux procès. Le gouverneur les approuva et décida de dissoudre le tribunal. Les accusés qui étaient encore en prison furent acquittés ou amnistiés.

Sur le plan psychologique, la plupart des historiens s'accordent pour reconnaître que Salem fut saisi en 1692 par une sorte d'hystérie collective, alimentée par une foi sincère dans l'existence des sorcières.

Ce qui est plus révélateur encore est l'analyse de la liste des accusés et des accusateurs. Salem, comme une grande partie de la Nouvelle-Angleterre de l'époque, subissait une évolution politique et économique ; après avoir formé une communauté de cultivateurs dominée par les puritains, la ville était en train de se transformer en une société à la fois plus commerçante et plus laïque. La plupart des accusateurs étaient les représentants d'un mode de vie traditionnel lié à l'agriculture et à l'Eglise, alors que nombre de prétendues sorcières appartenaient à la classe montante. En d'autres termes, l'affaire de Salem reflète l'obscur combat pour le pouvoir social et politique entre les anciens groupes traditionalistes et les nouvelles classes commerçantes. C'est une lutte qui s'est répétée dans l'ensemble des agglomérations pendant toute l'histoire des Etats-Unis, mais qui a pris un tour bizarre et meurtrier quand les citoyens de la ville furent emportés par la conviction que le diable lui-même était parmi eux.

Ce procès symbolise de façon spectaculaire les tragiques conséquences que peut avoir une dénonciation sensationnelle mais non fondée. L'expression «chasse aux sorcières» désigne aujourd'hui, dans le discours politique, toute accusation fausement portée contre un groupe de personnes. ★

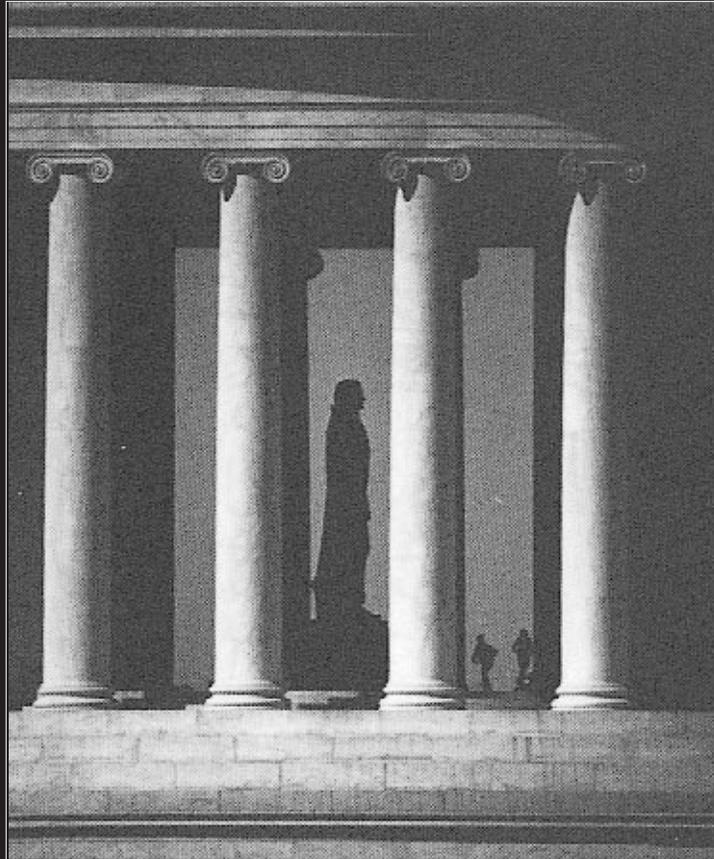


Les colonies anglaises et les territoires de l'Ouest, de 1763 à 1775.

ESQUISSE DE L'HISTOIRE DES ETATS-UNIS



Ci-dessous, la statue de l'un des Pères fondateurs les plus révéérés des Américains, Thomas Jefferson, se dresse dans le mémorial qui lui est consacré. Autour de la rotonde, on peut lire l'inscription : «J'ai juré sur l'autel de Dieu une hostilité éternelle envers toute forme de tyrannie sur l'esprit de l'homme.»
Ci-contre, une habitation bâtie dans la falaise par les Anasazis, dont les villages comptent parmi les plus anciens qui subsistent aujourd'hui aux Etats-Unis. Leurs descendants sont les Hopis, les Zunis et les autres Pueblos qui vivent sur le territoire actuel du Colorado, du Nouveau-Mexique et de l'Arizona.



ESQUISSE DE
L'HISTOIRE DES ETATS-UNIS

MONUMENTS HISTORIQUES ET
COMMEMORATIFS

CAHIER PHOTO

Les monuments américains jalonnent tout un continent et couvrent des siècles d'histoire, allant d'une habitation construite dans la falaise au XIII^e siècle à un mémorial moderne érigé à Washington.